tenue sous la présidence de Monsieur CHARVIN, assisté(e)
de Madame MARCOVICI et Monsieur LAURANSON, Conseillers
En présence de Madame LORRIAUX, Rapporteure publique
Madame SALSMANN, Greffière

11 heures 00

01)	DOSSIER N° 2105884	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	Annulation de la décision du 06/09/2021 fixant le forfait de participation aux dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat et demande d'indemnisation - Gignac	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	OGEC NOTRE DAME DE GRACE	TERRITOIRES AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE GIGNAC PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT	CABINET D' AVOCATS PHILIPPE AUDOUIN
02)	DOSSIER N° 2300937	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	Annulation de la délibération du 28/06/2022 fixant le montant de la participation au titre de l'année scolaire 2021/2022 pour les élèves de maternelle et élémentaire - Gignac (recours gracieux rejeté le 20/12/2022)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	OGEC NOTRE DAME DE GRACE	TERRITOIRES AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE GIGNAC PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT	CABINET D' AVOCATS PHILIPPE AUDOUIN

11 heures 00

03)	DOSSIER N° 2403098	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	Requête indemnitaire pour un montant de 110 800 Euros concernant un préjudice financier pour l'année scolaire 2022/2023 dans le cadre de la contribution obligatoire aux dépenses de fonctionnement des établissements privés sous contrat (demande préalable faite le 31/01/2024)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	OGEC NOTRE DAME DE GRÂCE	TERRITOIRES AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE GIGNAC PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT	CABINET D' AVOCATS PHILIPPE AUDOUIN
04)	DOSSIER N° 2407184	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	Requête indemnitaire tendant à la condamnation de la commune de Gignac à verser la somme de 65 627, 78 euros de dommages et intérêts subis au titre des années 2017 à 2021 au titre de l'article L. 442-5 du code de l'éducation et la somme de 5000 euros au titre du préjudice moral avec intérêts au taux légal à compter du 25/05/2021 et capitalisation de ces intérêts à compter du du 25/05/2022. Demande préalable faite le 11/12/2024	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	OGEC NOTRE DAME DE GRACE	TERRITOIRES AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE GIGNAC PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT	CABINET D' AVOCATS PHILIPPE AUDOUIN
05)	DOSSIER N° 2303959	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	Annulation de la décision du 27/01/2023 classant sans suite une demande de naturalisation (rejet implicite du recours gracieux formé le 22/03/2023)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître BAUTES Georgia (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT	

11 heures 00

06)	DOSSIER N° 2402034	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	RENOI TA NIMES - Annulation de la décision du 09/02/2024 portant retrait définitif d'un permis de visite à un détenu	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître BERAL Bernard (Cour)
Défendeur	LE GARDE DES SCEAUX, MINISTERE DE LA JUSTICE	
07)	DOSSIER N° 2402494	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	Annulation de la décision du 11/04/2024 concernant la prolongation d'une mesure d'isolement	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	CHICHE RAPHAEL (Cour)
Défendeur	LE GARDE DES SCEAUX, MINISTERE DE LA JUSTICE	
08)	DOSSIER N° 2404314	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	RENOI TA LILLE - Annulation de la décision du 21/06/2024 prolongeant une mesure d'isolement d'un détenu dans le cadre d'une détention	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	CHICHE RAPHAEL
Défendeur	LE GARDE DES SCEAUX, MINISTERE DE LA JUSTICE	
09)	DOSSIER N° 2403275	RAPPORTEURE: Madame Aude MARCOVICI
Titre de l'affaire	Annulation de la décision en date du 12 mars 2024 par laquelle le préfet de l'Hérault a accordé le concours de la force publique pour assurer son expulsion du logement qu'elle occupe à compter du 1er juillet 2024	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	CABINET CASSEL (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT	